

invitation **Débat public**
mardi 7 février 19h30

Bourse du Travail de Gennevilliers

(3 rue Lamartine - Agnettes)

avec **Stéphanie TREILLET** économiste d'ATTAC

et **Jacques COTTA** journaliste-réalisateur de FRANCE 2

auteur de "Qui veut la peau des services publics?"

Avec la nouvelle année, le nouveau feuilleton: « Plus chère la vie! »

Les mesures d'austérité pleuvent, les plans de rigueur aussi : 1, 2... à quand le troisième ?

Les gouvernements européens imposent des politiques violentes. En France, nous n'en serions pas là grâce à notre super président ! Pourtant notre pays est celui des records :

- **La perte du pouvoir d'achat** concerne tous les salariés public et privé, les chômeurs et retraités.. c'est la politique des bas revenus alors que les prix augmentent ! Face à la misère, les associations humanitaires ont sonné l'alerte : en France, huit millions d'habitants (1 sur 8 !) vivent ou survivent au-dessous du seuil de pauvreté!

Celui qui se disait président du pouvoir d'achat est bien le président de la baisse du pouvoir d'achat !

- **C'est la diminution des dépenses publiques**, la privatisation des services publics, la fermeture d'hôpitaux publics et de services, de bureaux de poste...c'est la casse de la protection sociale, le déremboursement de médicaments... le démantèlement du code du travail.. l'âge de la retraite reculé de plus en plus... le droit pour les patrons de licencier en toute liberté. Le chômage va dépasser la barre des 10% ! (avec 1 million de chômeurs de plus en 5 ans de Sarkozy)

Cette dette n'est pas la nôtre!

Ni rigueur, ni austérité ! Ce n'est pas à nous de payer !

Pour eux, nous avons trop dépensé...il faudrait se serrer la ceinture !

Une campagne médiatique mensongère des gouvernements vise à culpabiliser les peuples pour mieux leur faire avaler la pilule amère de l'austérité.

Malades ou subissant un accident de travail, les salarié(e)s, chômeurs, chômeuses, retraité(e)s ne seraient plus des victimes mais des fraudeurs ...alors que l'actualité montre bien qui fraude sur notre santé (avec les scandales du Médiateur, des prothèses PIP...) qui fraude sur les cotisations sociales (le patronat est en tête!).

La TVA - sur plusieurs produits et services - passée de 5,5% à 7%, nous pénalise. Sarkozy, soutenu par le syndicat patronal Médef, annonce avec l'exonération de charges patronales sur les salaires, sa « TVA (anti)sociale » à 21,2%!

Cette politique profitera aux grandes entreprises mais frappera plus durement encore salarié(e)s, chômeurs, chômeuses, retraité(e)s.



Les promesses de taxer les transactions financières ne sont que du vent ! Depuis 25 ans, la part des salaires dans les richesses produites a baissé de 10%, la part des profits a augmenté de 10% ! (plus de 150 milliards d'euros sont passés du travail au capital !) La part donnée aux actionnaires a doublé depuis 10 ans!

Des choix qui créent dette sur dette ...et injustice sociale !

Ce n'est pas l'explosion des dépenses publiques qui a creusé les déficits. Dette publique et crises ne sont pas des fatalités mais le résultat de choix faits par les gouvernements. Qu'on en juge !

1°choix :

Depuis 1973, une réforme interdit à la Banque de France de financer les déficits publics : le gouvernement français s'adresse donc aux banques privées (à des taux bien plus élevés) d'où une dette d'Etat qui grandit.(1 700 milliards d'euros !)

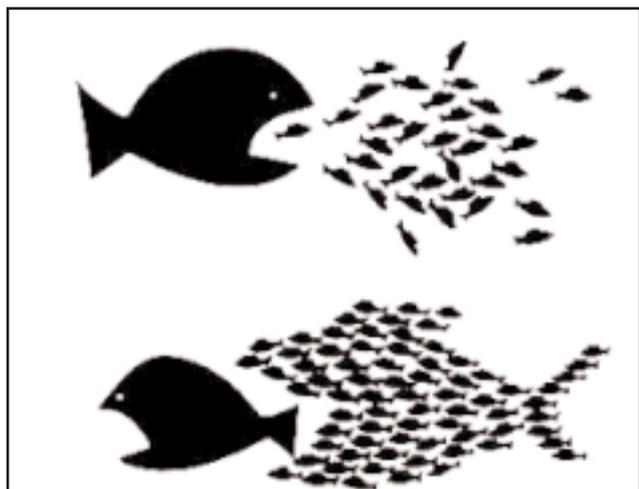
C'est la même logique avec la BCE, banque européenne, qui refuse de prêter aux Etats. Ceux-ci traitent alors avec les banques privées à des taux élevés...des banques qui ont empoché en décembre 489 milliards de la BCE à 1% d'intérêt seulement !

2°choix :

En France, depuis plus de 20 ans, le déficit budgétaire s'est creusé à cause d'une politique fiscale injuste, aggravée par Nicolas Sarkozy :

- avec des impôts sur le revenu de moins en moins progressifs,
- des allègements fiscaux pour les riches : la baisse de l'ISF (impôt sur la fortune), le bouclier fiscal,
- des taux d'imposition sur les sociétés en baisse constante....

Autant de sources de déficit



L'austérité doit changer de camp ! Indignons-nous ! Révoltons-nous !

Ces décisions politiques prises pour toujours plus de profit ont provoqué à la fois une instabilité croissante de l'économie, l'endettement des pays et l'explosion des inégalités sociales.

La « crise » de la dette a permis à la haute finance de spéculer au détriment des populations.

C'est aussi une arme destinée à préparer et à imposer de prochaines contre réformes sociales de plus en plus violentes.

Les peuples n'y sont pour rien ! Nous n'avons pas à payer cette dette !

Seule une riposte d'ampleur peut freiner et bloquer cette spirale infernale.

**Pour en parler, pour s'informer, pour débattre de solutions, pour mobiliser et riposter
nous vous invitons**

mardi 7 février à 19h30 au Débat public

à la bourse du travail de Gennevilliers

Comité unitaire contre l'austérité

soutenu par Les Alternatifs, Alternative Citoyenne, ATMF, ATTAC, CGT territoriaux Gennevilliers, CFDT-Interco92 section Gennevilliers, Convergences et Alternative, EE-LV Gennevilliers, FASE, FSU, Gauche fière de ses couleurs, Gennevilliers Pour Tous, NPA, PCF, PG, SNUIPP Gennevilliers

Contact: comitedettegennevilliers@gmail.com